

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
TECHNIQUES PARTICULIÈRES
COMMUN A TOUS LES LOTS
(CCATP)**

L'Acheteur

MATTE - Direction interdépartementale des Routes Est

Représentant de l'Acheteur (RA)

Monsieur le Directeur interdépartemental des Routes Est - désigné par délégation de
Monsieur le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, Préfet de la Région Grand
Est, Préfet du Bas-Rhin

Objet du marché

Location sans chauffeur de chariots télescopiques pour les besoins de la DIR Est

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-8. Dispositions générales.....	8
ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	11
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	11
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	11
3-3. Variation dans les prix.....	13
3-4. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	14
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	14
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	15
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	15
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	15
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	16
5-1. Retenue de garantie.....	16
5-2. Avances.....	16
ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	17
ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE.....	17

7-1. Conditions d'exécution.....	17
7-2. Conditions d'intervention.....	19
7-3. Formation.....	20
7-4. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	21
ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	21
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	21
8-2. Admission.....	21
8-3. Garantie(s).....	21
ARTICLE 9. RESILIATION.....	21
ARTICLE 10. CARACTERISTIQUES DES MATERIELS EN LOCATION.....	22
10-1. Règlements et normes.....	22
10-2. Chariots télescopiques.....	22
10-3. Mise en service des chariots télescopiques.....	24
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	24

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet de la présente consultation, concernent la location sans chauffeur de chariots télescopiques pour les besoins des centres d'entretien et d'intervention (CEI) et des points d'appui (PA) de la DIR Est, comprenant notamment la livraison sur les sites, la formation de mise en main des utilisateurs, les interventions de maintenance préventive et curative.

Les lieux d'exécution des locations sont les implantations suivantes de la DIR Est sur les départements 25, 39, 51, 52, 54, 55, 57, 70 et 88 :

Lot 1 – District de Metz	
CEI de Pouilly	RD 913 – 57420 POUILLY
CEI de Fameck	Boucle des Dinandiers – 57290 FAMECK
CEI de Villers	Route d'Hussingny – 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE
CEI de Champigneulles	10 rue Jacques Monod – 54250 CHAMPIGNEULLES
Lot 2 – District de Vitry	
CEI de Frignicourt	Rue du Cerisier – 51300 FRIGNICOURT
PA de Châlons	Avenue du Plateau des Glières – 51022 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
CEI de Saint-Dizier	Avenue du Général Giraud – 52100 SAINT-DIZIER
CEI de Sézanne	ZI de l'Ormelot – 51122 SEZANNE
CEI de Ligny	2 chemin du Stade – 55500 LIGNY-EN-BARROIS
	Dépôt L2Pi – Route de Toul – 55190 VOID
Lot 3 – District de Nancy	
CEI de Fléville	964 rue Gustave Eiffel – 54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY
CEI de Saint Dié	Chemin du Pâquis – 88100 SAINT DIE DES VOSGES
CEI de Lunéville	1 rond point de la Meurthe – 54300 MONCEL-LES-LUNEVILLE
PA de Buhl	Rue du Moulin – 57400 SARREBOURG-BUHL
CEI de Charmes	46 rue du Maréchal Foch – BP59 - 88130 CHARMES
CEI de Saint-Nabord	11 rue de Boudière - BP30098 - 88200 SAINT-NABORD
PA de Saint-Maurice	Lieu-dit « Les Prés de l'Ecluse » - rue d'Alsace - 88500 SAINT-

	MAURICE-SUR-MOSELLE
Lot 4 – District de Besançon	
CEI de La Vèze	RD104 - Petite Vèze – 25660 LA VEZE
CEI de Poligny	Rue Claude Nicolas Ledoux - 39800 POLIGNY
CEI de Vuillecin	Rue du Pont Rouge – 25300 VUILLECIN
PA des Hopitaux-Neufs	50 rue de Lausanne - 25370 LES HOPITAUX-NEUFS
CEI de Saint-Laurent	Aux Planchettes et sur les Crets – 39150 SAINT-LAURENT-EN-GRANDVAUX
PA de Les Rousses	1395 route Blanche – 39220 LES ROUSSES
CEI de Fayl-Billot	41 route de Vesoul - 52500 FAYL-BILLOT
CEI de Héricourt	Lieu dit « aux Guinottes » - 70400 HERICOURT
CEI de Vesoul	Avenue Christian COLOMBET – Zone Technologia - 70000 VESOUL

Les prestations font l'objet de marchés publics à bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

- Le chef du Service des Politiques et Mobilités Routières ou son adjoint ;
- Le chef du district du lot concerné ou son adjoint.

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel ou via la messagerie de la plate-forme d'achat de l'État (PLACE). La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de la réception de l'information.

Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celle de la notification.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG, dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information, dans les 48 heures à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure.

En application de l'article 3 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG, dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information, dans le délai de 2 heures à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution des locations de chariots télescopiques en début de campagne de VH et hors VH.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente. Le titulaire bénéficiera d'un délai de 20 jours minimum entre la date de l'accusé de réception du bon de commande ou la date de point de départ précisée dans le bon de commande et le début d'exécution de la location, qui correspond au moment où le chariot télescopique et ses équipements sont livrés et opérationnels sur le lieu du CEI ou du PA.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 16 h par courriel.

Le titulaire devra accuser réception dans les délais définis à l'article 1-2.2 ci-avant. Le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- Le libellé du marché du lot considéré ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché du lot considéré : 130 xxx xx xx ;
- Le numéro d'EJ du bon de commande : 140 xxx xx xx ;
- La désignation des prestations ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution de la location en référence à l'article 1.1 du présent CCATP ;
- Le délai d'exécution/de livraison (cf article 3.2 de l'AE) ;
- Le numéro Chorus du fournisseur (titulaire du marché).

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de location est alloti, les fournitures sont réparties en 4 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	District de Metz
Lot 2	District de Vitry
Lot 3	District de Nancy
Lot 4	District de Besançon

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligations de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.4 du CCATP.

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 Traitement des données à caractère personnel

Pour l'application du présent article, le responsable du traitement au sens du règlement européen 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, est le RA et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le non-respect de ces obligations par le titulaire du marché entraîne l'application de pénalités prévue à l'article 4-3.5 du présent CCATP et devient un nouveau cas de résiliation du contrat pour faute.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère de la Transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au représentant de l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au représentant de l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000€ par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

1-8.4. Sous-traitance (hors fourniture)

La sous-traitance ne peut intervenir qu'en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

Méthodologie de la demande de sous-traitance

Le formulaire de sous-traitance (DC4) signé des deux parties doit être envoyé à l'adresse suivante :

pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr

La signature électronique plus rapide est fortement recommandée.

Pour rappel, la combinaison de signature électronique et signature manuscrite est interdite.

En cas de signature manuscrite, le formulaire de sous-traitance « papier » est à envoyer à l'adresse postale suivante :

Direction interdépartementale des routes Est

BGAM – Pôle administratif

10-16 Promenade des Canaux

BP 82120

54021 Nancy Cedex

Le montant maximal mentionné sur le DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du bon de commande.

Les pièces constituant l'acte de sous-traitance sont en français.

Il est à noter que dans la mesure où un même sous-traitant devrait effectuer des prestations sur plusieurs bons de commande, il est nécessaire de rédiger un acte de sous-traitance pour chaque bon de commande.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

1-8.6.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

L'acheteur exige que tous les chariots télescopiques respectent au moins la norme anti-pollution **STAGE V** et que leurs **dates de mise en service soit inférieure à 5 ans** au départ de chaque location.

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) (**daté et signé numériquement conforme eIDAS au moment de l'attribution par les représentants habilités des parties**) ;
- La liste des prix (LP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Les éventuels avenants au présent marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont applicables. Toutefois il est à noter qu'en cas de remplacement d'un chariot télescopique selon les modalités fixées aux articles 4-3 et 7-2 du présent CCATP, les frais de chargement, transport, déchargement par tous moyens nécessaires et vers toutes destinations, seront

entièrement à la charge du titulaire et ce autant de fois que nécessaire sur la durée d'exécution du marché.

Les prix de la liste des prix comprennent :

- la préparation et la présence de toutes les personnes intervenantes du titulaire et de ses partenaires, lors de la réunion préparatoire avant exécution du marché qui se tiendra au siège de la DIR Est (10 et 16 promenade des Canaux – BP82120 – 54021 NANCY Cedex) ;
- la fourniture et livraison, sous forme d'une location, de chariots télescopiques aux caractéristiques définies à l'article 10 du présent CCATP, y compris tous les frais de manutention/transport et le plein des réservoirs à la livraison ;
- pour chaque chariot télescopique, les frais de gestion incluant une assistance téléphonique et une astreinte technique :
 - 24 h/24, 7 j/7 y compris les jours fériés en période de VH (du 01/10 au 30/04)
 - en heures ouvrées hors période de VH.
- pour chaque chariot télescopique, les frais liés à la maintenance préventive et curative, les dépannages, les réparations et le changement des pneumatiques dans le réseau du titulaire ou sur le site des CEI ou des PA, y compris les frais de manutention, transport et déchargement des pièces de rechange ;
- les frais de rapatriement, à tout moment, d'un chariot télescopique non réparable sur site, y compris tous les frais de manutention et transport sur tous types de remorques vers toutes destinations ;
- les frais de livraison, à tout moment, d'un **chariot télescopique de remplacement** sur site, y compris tous les frais de manutention et transport sur tous types de remorques vers toutes destinations. Pour faciliter cette livraison dans les temps au regard des délais d'intervention à respecter, le titulaire pourra éventuellement stocker un chariot télescopique de remplacement, pour chaque lot, à un endroit convenu avec la DIR Est. S'il venait à être stocké sur un site de la DIR Est, il ne pourra être utilisé que lorsque l'usage d'un chariot télescopique en cours de location sur le district sera rendu impossible et il reprendra sa fonction de chariot télescopique de remplacement dès lors que le chariot remplacé sera à nouveau fonctionnel et livré sur site ;
- les frais de formation à l'usage et à la maintenance de 1^{er} niveau des chariots télescopiques pour dix (10) personnes maximum par site ;
- pour chaque chariot télescopique, les frais liés à la souscription d'une assurance RC sur la durée du marché ;
- les frais de rédaction des PV de livraison, PV de restitution et bons d'intervention ;
- les frais d'expertise.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2.4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le titulaire a l'obligation de recourir à la facturation électronique. Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur Chorus Pro ou de la date du service fait.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Un abonnement préalable à l'espace « **factures émises** » **dans Chorus Pro** (un temps de validation à cet espace est requis depuis les données de votre compte) est nécessaire.

Les documents doivent être déposés en utilisant le cadre de facturation suivant :

- **Cadre de facturation A1** : dépôt par un fournisseur d'une facture
- **Destinataire** : SIRET ETAT : 11000201100044
- **Code du service exécutant** : CGFB200067

Les factures devront comporter obligatoirement les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les codes suivants :

- **Le numéro d'engagement juridique (EJ)** figurant sur le bon de commande : 140xxxxxxx
- **Le numéro d'engagement juridique du marché** : 130xxxxxxx.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas cette obligation légale, la demande de paiement sera rejetée.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités et retenues.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 ci-dessous.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence et modalités de révision des prix

L'index de référence ***I*** choisis en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB)

CPF 77.11 - Location de véhicules utilitaires

Prix de marché – Base 2021

Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766778

Il est publié sur le site internet de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766778>

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG, lorsque les prix sont révisibles, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

La révision de prix est effectuée à chaque reconduction avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence ***I*** prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur du dernier index de référence ***I*** définitif connu à la date de reconduction du marché.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

3-4. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service (OS) fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le RA.

Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG, dans le silence du titulaire dans un délai de 15 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution de la location

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG et sans mise en demeure préalable, le titulaire subit, en cas de retard d'exécution de la location d'un chariot télescopique constaté par le représentant de l'acheteur au regard de la date butoir ou du délai fixé au bon de commande et des dispositions du présent CCATP, une pénalité définie comme suit :

- Trois cents euros (300 €) par jour calendaire de retard de location du chariot télescopique.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution de la formation

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG et sans mise en demeure préalable, le titulaire subit, en cas de retard d'exécution de la formation à l'usage et à la maintenance de 1^{er} niveau du chariot télescopique constaté par le représentant de l'acheteur au regard de la date butoir ou du délai fixé au bon de commande et des dispositions du présent CCATP, une pénalité définie comme suit :

- Cent euros (100 €) par jour calendaire de retard d'exécution de la formation à l'usage du chariot télescopique.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention de dépannage ou de remplacement d'un chariot télescopique

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG et sans mise en demeure préalable, le titulaire subit, en cas de retard d'intervention de dépannage ou de remplacement d'un chariot non réparable constaté par le représentant de l'acheteur, une pénalité définie comme suit :

- Cent euros (100 €) par heure de retard.

4-3.2. Pénalité pour indisponibilité

Sans objet.

4-3.3. Pénalité pour non respect des clauses environnementales

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG et sans mise en demeure préalable, le titulaire subit, en cas de mise à disposition d'un chariot télescopique ne respectant pas les clauses environnementales définies aux articles 1-8.6.2 et 10-1 du présent CCATP et constaté par le représentant de l'acheteur, des pénalités définies comme suit :

- - 10 % par année au-delà des 5 ans d'ancienneté de mise en service, appliqué sur le(s) prix correspondant(s) de la liste des prix.
- - 10 % du prix si le chariot télescopique ne respecte pas la norme STAGE V, appliqué sur le(s) prix correspondant(s) de la liste des prix.

Ces pénalités sont cumulables.

4-3.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50 €).

4-3.5 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50 €).

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants (hors fourniture) et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à : 30%.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 du CCATP et 11.1 du CCAG ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à la personne publique avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Obligation de moyen

Le titulaire s'engage à fournir des chariots télescopiques fonctionnels et toujours de mêmes types que ceux décrits à l'article 10 du présent CCATP, quelles que soient les circonstances du moment, exceptionnelles ou non.

Dans ce cadre, le titulaire devra garantir de disposer de tous les matériels et pièces détachées nécessaires et ce pendant toute la durée du marché.

De même, l'astreinte technique, l'assistance téléphonique, le dépannage et la formation devront toujours être assurés par du personnel parfaitement qualifié quelle que soit la période d'intervention demandée par l'acheteur.

7-1.2. Assistance téléphonique et astreinte technique

Dans le cadre de l'astreinte technique et de l'assistance téléphonique, le titulaire assurera la réception des notifications de demande d'intervention de dépannage :

- En période de VH (du 01/10 au 30/04) : 24h/24 et 7j/7, y compris les jours fériés ;
- Hors période de VH (du 01/05 au 30/09) : de 8h00 à 17h00 du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

Pour cela le tableau inséré à l'article 3-2 de l'Acte d'Engagement (AE) est indispensable et devra être intégralement complété lors de la remise des offres et le cas échéant mis à jour au moment de l'exécution des prestations.

Lors de chaque appel, une attestation de prise en charge de l'appel sera éditée et envoyée par le titulaire, vers une adresse de messagerie professionnelle de la DIR Est de type : x.x@developpement-durable.gouv.fr.

Cette adresse sera précisée au moment de la réunion préparatoire définie à l'article 3-2.1 du présent CCATP.

7-1.3. Acceptation et restitution des chariots télescopiques

Au moment de la livraison, un procès-verbal (PV) contradictoire agrémenté de photos, décrira l'état du chariot télescopique et son état de fonctionnement devra être irréprochable. Il sera établi par le titulaire en présence d'un représentant local de l'acheteur et au plus tard au moment de la réalisation de la formation.

Toutes les traces d'usure, choc et défaut d'entretien devront être consignées.

Au moment de la restitution du chariot télescopique ou de tout autre défaut grave de fonctionnement voire casse, un PV contradictoire sera établi et en cas de litige un expert à charge du titulaire sera mandaté, l'acheteur se réservant le droit de mandater également un expert.

Les frais de réparations consécutifs à une usure anormale ou une mauvaise utilisation du chariot télescopique sont à la charge du locataire. Ces frais de réparation ou de remise en état seront gérées hors marché. Pour cela, le titulaire présentera à l'appui de la demande de paiement de ces frais de restitution les éléments justificatifs suivants :

- le détail de la facture/devis mettant en évidence les quantités et les prix unitaires de main d'oeuvre et de pièces ;
- le PV contradictoire relevant l'état initial du matériel loué ;
- le PV contradictoire relevant l'état final du matériel loué.

Cette dernière disposition n'exclut en rien l'obligation faite au titulaire de fournir un chariot télescopique de remplacement dans les délais inscrits à l'article 7-2.3 du présent CCATP.

Dans ce cas, tous les frais liés à l'immobilisation du chariot télescopique seront intégralement supportés par le titulaire.

7-1.4. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements du titulaire

Les matériels, objets et approvisionnements du titulaire arrivés sur le site du CEI ou du PA, seront stockés dans un endroit abrité et libre de circulation.

Le titulaire sera informé de l'arrivée sur site de ces matériels.

Aucune réclamation d'aucune sorte auprès des personnels du CEI ou du PA, ne pourra être retenue du fait d'un défaut constaté après livraison.

7-1.5. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail et équipements de protection individuelle.

7-1.6. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-2. Conditions d'intervention

7-2.1. Nature des interventions

Les interventions sont les opérations à effectuer par le titulaire et son réseau partenaire, hors livraison et mise à la route, et justifiées par des opérations de dépannage, maintenance et réparations sur les chariots télescopiques.

7-2.2. Période d'intervention

Par dérogation à l'article 32.2.1 du CCAG, les interventions devant être effectuées dans l'enceinte des CEI ou des PA ne seront autorisées qu'à l'intérieur des plages horaires définies ci-après et appelée "période d'intervention" :

- Pour les opérations de maintenance courante, vérifications générales périodiques et toutes autres interventions de dépannage durant la période « hors VH » : de 8h00 à 17h00 du lundi au vendredi, jours fériés exclus ;
- Pour les interventions de dépannage « en période de VH » : 24h/24 et 7j/7, y compris jours fériés.

Le titulaire devra s'assurer de la présence de personnel de la DIR Est lors de l'intervention par une prise de rendez-vous avec le CEI ou le PA.

7-2.3. Délai et durée d'intervention

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention et effectuer son intervention de remise en état de marche du chariot télescopique, ne court que pendant la période d'intervention définie ci-dessus. Ces délais et durées d'intervention sont :

- En période de VH : 6 heures maximum après communication au titulaire et accusé de réception de celui-ci ;
- Hors période de VH : 24 heures maximum après communication au titulaire et accusé de réception de celui-ci.

Au-delà de ces délais de remise en état de fonctionnement, un chariot télescopique de remplacement sera livré dans les meilleurs délais et avec les limites suivantes :

- En période de VH : 12 heures maximum après communication au titulaire et accusé de réception de celui-ci ;
- Hors période de VH : 48 heures maximum après communication au titulaire et accusé de réception de celui-ci.

7-2.4. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

Le personnel du titulaire devra informer le responsable du site du CEI ou du PA concerné de son arrivée sur site et faire immédiatement signer le bon d'intervention en sa possession en indiquant l'heure du début d'intervention.

7-2.5. Documents à établir après intervention

Le personnel du titulaire devra informer le responsable du site du CEI ou du PA concerné de son départ du site et faire signer le bon d'intervention en sa possession en indiquant l'heure du fin d'intervention.

Un exemplaire du bon d'intervention devra être communiqué au responsable du CEI ou du PA.

7-3. Formation

Le personnel du RA chargé d'utiliser le matériel et d'en assurer la maintenance de 1^{er} niveau, reçoit du titulaire une formation à l'utilisation de chaque chariot télescopique, dans la limite de dix (10) personnes par site.

Pour cela, le titulaire organise une formation d'une demi-journée minimum par location et par site et met à chaque fois à la disposition de l'acheteur un(des) formateur(s) compétent(s), dont le coût est compris dans le montant de la location.

La formation devra être dispensée au plus tard dans les 7 jours calendaires après livraison effective du chariot télescopique.

Pour chaque formation par CEI ou par PA, le titulaire devra établir une feuille d'émargement à en-tête de la société permettant le recensement des participants et leur signature.

Une copie de ce document sera fournie au responsable du CEI ou du PA ou à son représentant, immédiatement après la réalisation de la formation.

7-4. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Les mesures de sécurité concernant les prestations de maintenance-réparation des chariots télescopiques, exécutées sur le lieu des CEI ou des PA, sont les suivantes :

- Rédaction par l'utilisateur d'un plan de prévention des risques selon les besoins formulés par le titulaire et les contraintes du site (emplacement des opérations de dépannage, travaux en hauteur, éclairage, circulation, co-activité, etc).

ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

Sans objet.

8-2. Admission

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG, à l'issue des opérations de vérification de chaque commande, l'acheteur prononce l'admission des prestations sous la forme d'un document valant attestation de service fait valorisé et d'admission des services qui n'est pas notifié au titulaire et qui clôture la commande.

Le règlement des comptes se faisant dans certains cas mensuellement au prorata de la durée de chaque commande, des attestations de services faits « partiels » seront émis à l'avancement des commandes.

Si besoin, le titulaire peut demander à se faire communiquer par mail les documents valant admission.

8-3. Garantie(s)

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie particulière.

ARTICLE 9. RESILIATION

Les stipulations du CCAG sont applicables.

ARTICLE 10. CARACTERISTIQUES DES MATERIELS EN LOCATION

10-1. Règlements et normes

Au moment de l'émission de chacun des bons de commande, le RA exigera que tous les chariots télescopiques répondent à la norme **STAGE V au minimum** et avoir au départ de chaque location **une date de mise en service inférieure à 5 ans**.

Les règlements et normes applicables sont les suivants :

- Code de la Route et notamment les articles R311-1 (6.2), R312-15, R312-17, R312-24, R313, R314-7, R315-6, R316-10, R317-8, R317-14, R318-5, R321-3, R322-13, R323-5 et R421-2,
- Code du travail et notamment l'article R4312-1 et son annexe 1 « Règles techniques en matière de santé et de sécurité applicables aux machines neuves ou considérées comme neuves » ,

- Directive 2004/26/CE du Parlement européen et du Conseil, du 21 avril 2004, modifiant la directive 97/68/CE sur le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures contre les émissions de gaz et de particules polluants provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers,
- Directive 2006/42/CE du 17 mai 2006 relative à la conception des équipements de travail,
- Règlement (UE) 2016/1628 du Parlement européen et du conseil du 14 septembre 2016 relatif aux exigences concernant les limites d'émission pour les gaz polluants et les particules polluantes et la réception par type pour les moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers, modifiant les règlements (UE) n° 1024/2012 et (UE) n° 167/2013 et modifiant et abrogeant la directive 97/68/CE,
- Règlement CEE-ONU, R-120 : Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des moteurs à combustion interne destinés aux tracteurs agricoles et forestiers ainsi qu'aux engins mobiles non routiers en ce qui concerne la puissance nette, le couple net et la consommation spécifique,
- Norme ISO 8178-1:2020 : Moteurs alternatifs à combustion interne - Mesurage des émissions de gaz d'échappement - Partie 1: Mesurage des émissions de gaz et de particules au banc d'essai.
- Homologation ROPS (Roll Over Protection Security) : la structure de cabine doit résister en cas de retournement ou basculement de l'engin,
- Homologation FOPS (Fall Over Protection Security) : le toit de la cabine doit respecter une déformation maximum en cas de chute d'un objet au-dessus de la tête du conducteur.

10-2. Chariots télescopiques

10-2.1. Généralités

Les prescriptions définies ci-après sont communes à tous les sites.

Les chariots télescopiques sont principalement destinés au chargement de sel de déneigement en vrac dans les saeuses des Engins de Service Hivernal (ESH) et au gerbage des stocks de sel.

La densité du sel de déneigement est comprise entre 1,2 et 1,3.

Cependant certains CEI ou PA pourront être amenés à louer des chariots télescopiques en période « hors VH » avec comme usages principaux le dérasement routier et les diverses manutentions de charge.

10-2.2. Caractéristiques

Les caractéristiques minimales des chariots télescopiques de types 7 m à 17 m seront les suivantes :

Chariots télescopiques

- Chariots télescopiques les plus compacts possibles,
- Stabilité en pente,
- Système de démarrage à froid,
- 4 roues motrices directrices,

- Boîte de vitesse automatisée séquentielle ou à transmission à variation continue, 4 vitesses AV et AR au minimum, comprenant une gamme lente,
- Inverseur sous charge au tableau de bord,
- Frein de stationnement électrique (stabilité en pente),
- Sécurité anti-basculement,
- Indicateur d'état de charge avec alarme sonore et visuelle et coupure de mouvement aggravants,
- Suspension de flèche,
- Angle de cavage et de déversement optimum,
- Capacité minimum de levage de 1,5 T à hauteur maximum,
- Cabine suspendue homologuée catégorie 4 conçue anti-écrasement (norme FOPS) qui devra comprendre au minimum les aménagements suivants :
- **Levier multi-fonctions (les chariots à double commande ne seront pas acceptés),**
- Extincteur à main,
- Rétroviseurs principaux réglables, rétroviseur intérieur « grand angle »,
- Avertisseur « bruit neutre » de marche arrière.

Signalisation et éclairage des chariots télescopiques

- Éclairage de base conforme aux exigences du Code de la route (engins spéciaux),
- 1 gyrophare minimum,
- 1 phare de travail en bout de flèche,
- 2 phares de travail à l'avant et à l'arrière,
- 1 feu à l'extrémité de la flèche,
- Balisage rétro-réfléchissant classe B blanc/rouge (bandes biaises).

Accessoires des chariots télescopiques

Chaque chariot télescopique sera livré avec :

- 1 jeu de fourches de dimensions approximatives 1,20*1,040 m,
- 1 potence ou anneau de levage,
- 1 godet de reprise de capacités et largeurs maximales hors tout variables suivant les CEI ou PA.

En complément, certains CEI ou PA pourraient avoir besoin d'un godet à grappin de 1 m³.

10-2-3. Documents techniques à fournir

- Certificat de conformité par type,
- Attestation d'assurance ou duplicata,
- Attestations de contrôles réglementaires obligatoires (VGP, etc.).

10-3. Mise en service des chariots télescopiques

En complément à l'article « 7-3. Formation » du présent CCATP, la formation **d'une 1/2 journée minimum** comprendra un volet « fonctionnement » sur tous les matériels mais aussi un volet « utilisation » (prise en main de toutes les commandes) comprenant également l'aide à la prise en main et à la maintenance courante et la fourniture des manuels d'utilisation simplifiés, des documents de charge admissible du porteur et de vérification générale périodique des appareils de levage, et ceux des pièces de rechange courantes et d'entretien de 1^{er} niveau (graissage, etc), ainsi qu'un carnet de bord.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCATP - RC :

CCATP 1-2.2	déroge à l'article	3.1.2 du CCAG
CCATP 1-8.3	dérogent à l'article	9.2 du CCAG
RC 3-1.2, RC 3-1.3		
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCATP 3-4	déroge à l'article	23.3 du CCAG
CCATP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCATP 4-2	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCATP 4-2.1	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCATP 4-2.2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCATP 4-3.1	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCATP 4-3.3	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCATP 7-2.2	déroge à l'article	32.2.1 du CCAG
CCATP 8-2	déroge à l'article	30.1 du CCAG
CCATP 8-3	déroge à l'article	33.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Sans objet

c) Normes françaises homologuées et autres normes

Néant.